

Non classifié

DCD/DAC/EV/M(2007)1



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

03-Dec-2007

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

**DCD/DAC/EV/M(2007)1
Non classifié**

Réseau du CAD sur l'évaluation du développement

COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA SIXIEME REUNION

27-28 juin 2007

Personnes à contacter : Hans Lundgren : hans.lundgren@oecd.org ; tél : +33 1 45 24 90 59 ; Megan Kennedy: megan.kennedy@oecd.org ; tél. :33 (0)1 45 24 81 78 ou Nathalie Bienvenu : nathalie.bienvenu@oecd.org, tél : 33 (0)1 45 24 90 36

**JT03237348
Ta. 83493**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

PROJET DE COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA SIXIEME RÉUNION DU RÉSEAU DU CAD SUR L'ÉVALUATION DU DEVELOPPEMENT

Point I. Séance d'ouverture

- i) Le Président, Finbar O'Brien (Irlande), ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les participants. Il est procédé à un tour de table pour permettre aux nouveaux membres de se présenter.
- ii) Guy Beringhs, (délégué de la Belgique auprès du CAD) présente ses fonctions de facilitateur du CAD ; il assure la liaison entre le Réseau sur l'évaluation et le CAD. Le Directeur de la DCD, Richard Carey, présente aux membres les priorités actuelles des travaux du CAD et les liens avec le programme de travail sur l'évaluation.
- iii) Le projet d'ordre du jour [DCD/DAC/EV/A(2007)1] est adopté.
- iv) Le compte rendu succinct de la 5^{ème} réunion [DCD/DAC/EV/M(2006)2] est approuvé.
- v) Le Secrétariat présente dans ses grandes lignes le programme de travail mis à jour [DCD/DAC/EV(2007)1].

Point II. Évaluations conjointes de l'efficacité de l'aide

i) Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

1. Niels Dabelstein (DANIDA) fait le point de la situation. Les problèmes de sélection des échantillons et d'appropriation par les pays partenaires sont examinés et il est précisé que la première phase de l'évaluation est axée sur les enseignements à tirer de la mise en œuvre de la Déclaration avec des partenaires et des donateurs volontaires. Il est proposé d'élaborer une synthèse ou une note sur les questions fréquemment posées pour permettre aux parties intéressées et aux non spécialistes de l'évaluation d'avoir aisément accès à l'information sur l'évaluation. Elle pourrait s'ajouter aux informations déjà disponibles sur le site web du CAD. Il conviendrait aussi de définir des critères pour la prise en compte d'études thématiques.

Suite à donner : Le Groupe de gestion chargé de l'évaluation examinera les conclusions du débat du Réseau et prendra les mesures qui conviennent.

ii) Suite donnée à l'évaluation du soutien budgétaire général

2. Nick York (DFID) présente dans ses grandes lignes le contenu du projet de questionnaire. Il est proposé d'ajouter une question sur la qualité ou sur l'utilité des recommandations et de préciser qu'une synthèse des questionnaires sera communiquée non seulement aux membres du Réseau mais aussi à l'ensemble des parties prenantes. Un temps suffisant pour répondre au questionnaire sera aussi nécessaire.

Suite à donner : Le DFID va réviser le questionnaire et, en collaboration avec le Secrétariat, consulter le Président du CAD à propos de la lettre d'accompagnement. La lettre d'accompagnement et le questionnaire seront ensuite envoyés aux membres du CAD et aux autres parties prenantes pour être remplis.

iii) Point sur l'évaluation conjointe de l'aide au Bangladesh

3. Niels Fostvedt (IEG, Banque mondiale) présente l'état d'avancement des travaux notamment la gestion de l'évaluation et la division du travail entre les quatre principaux donneurs. Des questions sont posées sur le rôle des autres donneurs ; selon les membres chefs de file, la participation d'autres donneurs est bienvenue, en particulier au niveau sectoriel. Les États-Unis offrent d'apporter une contribution sous la forme de travaux de synthèse si besoin est.

4. Quelques membres s'inquiètent du manque de participation du pays partenaire à ce jour. Le représentant de l'IEG explique les difficultés qui accompagnent le changement de gouvernement au Bangladesh et confirme le souhait des participants d'associer les pouvoirs publics à présent que l'on connaît mieux les objectifs et la structure de l'exercice, et que la situation politique est plus stable.

Suite à donner : Les travaux préparatoires se poursuivront en consultation avec les principales parties prenantes, on étudiera notamment la possibilité d'organiser un atelier avant la prochaine réunion ou en liaison avec celle-ci. Les donneurs qui souhaitent participer aux travaux doivent se faire connaître auprès des membres chefs de file. La Banque mondiale rendra compte des faits nouveaux à la prochaine réunion du Réseau.

Point III. Développement des capacités d'évaluation

5. Cao Mahn Cong et John Fargher (Ministère de la planification et de l'investissement, Vietnam) présentent leurs travaux sur le développement des capacités d'évaluation au Vietnam. Les enseignements tirés de l'expérience soulignent l'importance de l'appropriation et de l'adhésion des acteurs locaux, de l'apprentissage par la pratique et du soutien apporté aux « champions » de l'évaluation qui deviennent les promoteurs d'une nouvelle culture de l'évaluation ainsi que des nouvelles compétences et des nouveaux outils qu'ils acquièrent. Le débat porte sur le rôle primordial des technologies de la communication, sur l'appropriation par les pouvoirs publics, le soutien institutionnel et les retombées des compétences en matière d'évaluation sur les autres départements de l'administration. Les intervenants encouragent les membres à centrer leur attention sur « l'apprentissage pratique » dans le domaine du renforcement des capacités en matière d'évaluation et à soutenir les évaluateurs au niveau local. Les membres se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de mieux comprendre l'expérience du Vietnam en la matière.

6. Le Secrétariat présente une note d'orientation sur les moyens de poursuivre le programme relatif au renforcement des capacités d'évaluation. L'importance du renforcement des capacités en matière d'évaluation en tant que question transversale, et ses liens étroits avec les problèmes de gouvernance et de responsabilité mutuelle sont soulignés par les participants. Les membres réaffirment leur soutien à la professionnalisation de l'évaluation, et la nécessité d'encourager le développement de carrière dans ce domaine, en particulier dans les pays partenaires et dans le cadre d'associations s'occupant d'évaluation. La Banque interaméricaine de développement fait le point sur l'Initiative PRODEV.

7. Le Président se félicite que les membres souhaitent soutenir les travaux ou participer aux activités d'une équipe de projet et il insiste sur le fait que l'expérience du Vietnam est fort utile car elle permet de rendre plus concret l'examen du renforcement des capacités d'évaluation et elle aide le Réseau à continuer de progresser dans ce domaine.

Suite à donner : L'axe de travail doit être défini plus avant avec le Secrétariat, en consultation avec les membres intéressés, et présenté à la prochaine réunion.

Point IV. L'évaluation et l'évolution du contexte de l'aide et du développement

8. Eva Lithman (Suède) et Julia Compton (RU) présentent un document exploratoire sur les conséquences pour l'évaluation de l'évolution de la coopération pour le développement, notamment de la Déclaration de Paris. Le débat porte sur la question suivante : sommes-nous en train de modifier en profondeur la façon dont les donateurs analysent et utilisent l'évaluation ?

9. Certains membres estiment qu'il existe déjà un grand nombre d'orientations sur l'harmonisation et que les membres doivent mettre en œuvre ce qui a été élaboré et convenu. D'autres sont d'avis qu'il faut encore approfondir la réflexion et la rationalisation dans des domaines clés, en particulier ne pas se limiter aux évaluations conjointes et à la Déclaration de Paris mais aborder des questions comme les nouveaux donateurs et les changements plus généraux touchant l'architecture de l'aide. Plusieurs membres soulignent aussi la nécessité de passer de systèmes centrés sur les donateurs à des systèmes centrés sur les partenaires pour l'évaluation et pour l'aide.

10. Le Président note que des points de vue divergents se sont exprimés mais aussi que la poursuite du débat suscite un net intérêt et recueille l'adhésion ; il recense les principales questions à aborder ou à réexaminer lors d'une prochaine réunion du Réseau ou dans le cadre d'un atelier.

Suite à donner : La Suède et le Royaume-Uni continueront de mener la réflexion et, en collaboration avec les membres qui le souhaitent, affineront les thèmes à aborder en vue de reprendre le débat lors d'une prochaine réunion ou d'un prochain atelier.

Point V. Outils et normes d'évaluation

i) Évaluation de l'impact – rapport NONIE

11. Le Président de l'équipe de projet NONIE (Network of Networks Impact Évaluation) rend compte des travaux de l'atelier récemment tenu à La Haye. De réels progrès ont été enregistrés et plusieurs membres des trois réseaux participent activement aux travaux. Le réseau NONIE est ouvert aux membres qui souhaitent le rejoindre.

ii) Systèmes d'évaluation d'organismes multilatéraux

12. **Point sur l'examen par les pairs des fonctions d'évaluation du PAM :** Un point sur l'examen par les pairs en cours du système d'évaluation du PAM est présenté par Eva Lithman (Suède) qui souligne aussi la participation du conseil du PAM. Ted Kliest (Pays-Bas) est nommé co-président de l'équipe de projet composée de membres du Réseau informel du CAD sur l'évaluation et de l'UNEG. Il attire l'attention sur la demande d'examen par les pairs émanant de l'organe de surveillance de l'ONU. La nécessité de mettre au point une version « simplifiée » de l'examen pour les institutions de l'ONU de taille plus restreinte est évoquée. Au cours du débat, les membres soulignent les liens avec les processus du MOPAN et avec les débats en cours sur l'augmentation de l'aide et la performance des organisations multilatérales.

Suite à donner : L'équipe de projet présentera un point de la situation au cours de la prochaine réunion du Réseau.

13. **Les travaux de l'ECG sur l'examen par les pairs :** Keith Leonard (ADB) présente les travaux que l'ECG est en train de réaliser concernant un processus d'examen par les pairs applicable aux banques

multilatérales de développement. Les travaux avancent et un cahier des charges est en cours d'élaboration pour un premier examen.

iii) Élaborer des orientations sur l'évaluation de la prévention des conflits et de la construction de la paix

14. Beate Bull (Norvège) souligne les récents progrès accomplis, notamment le document exploratoire désormais prêt à être publié et l'achèvement du projet d'orientations. Quelques difficultés doivent être mentionnées, notamment la diversité des parties prenantes auxquelles cette activité s'adresse dans les domaines de la prévention des conflits et de la construction de la paix et de l'évaluation. Plusieurs membres réaffirment leur intérêt pour l'élaboration et l'application d'orientations dans ce domaine.

15. Il est précisé que la phase d'application sera décentralisée et que les membres sont encouragés à appliquer le projet d'orientations aux travaux pertinents déjà en cours. Pour éviter de demander aux partenaires un effort excessif, le nombre de grandes évaluations devra être réduit.

16. Selon le Président, il ressort de la réunion de l'UNEG que les membres de ce groupe s'intéressent vivement aux orientations sur l'évaluation des activités dans le domaine de la prévention des conflits et de la construction de la paix.

17. Au cours de la phase d'application, le projet d'orientations sera diffusé largement auprès de divers acteurs intervenant dans les domaines de l'évaluation et de la prévention des conflits et de la construction de la paix afin de favoriser au maximum le retour d'information avant de publier la version finale des orientations en 2008.

Suite à donner : Le Groupe de direction et le Secrétariat finaliseront et diffuseront le projet d'orientations pour commentaires par les membres. Le Royaume-Uni continuera de conduire les préparatifs d'une évaluation conjointe des activités en matière de prévention des conflits et de construction de la paix au Sri Lanka. Un cadre pour le retour d'information sera également élaboré pour inclusion dans le projet d'orientations au cours de la phase d'application. Les membres sont encouragés à se servir du projet d'orientations le cas échéant au cours de l'année prochaine. Il serait peut-être bon d'organiser un atelier avant la prochaine réunion du Réseau.

iv) Normes de qualité en matière d'évaluation – suivi

18. Le Secrétariat présente un document pour examen et un questionnaire pour un premier retour d'information sur les normes de qualité en matière d'évaluation. Les participants se félicitent dans l'ensemble des normes de qualité en matière d'évaluation et le débat montre qu'elles sont largement utilisées par les membres.

19. Plusieurs membres soulignent les difficultés que pose la décentralisation des fonctions d'évaluation. Il est proposé d'élaborer des orientations, fondées sur les enseignements tirés de la phase d'expérimentation, sur « la façon » d'appliquer les normes.

Suite à donner : Le Secrétariat révisera le questionnaire initial pour tenir compte des propositions formulées et préparera une synthèse des résultats. Ceux-ci seront pris en compte lors de la préparation d'un atelier qui pourrait se tenir en Nouvelle-Zélande ou dans un autre pays membre souhaitant l'accueillir

v) ***Programmes de partenariat mondiaux et régionaux***

20. La Banque mondiale présente un rapport sur l'état d'avancement des travaux depuis la publication du *Sourcebook* début 2007. Le *Sourcebook* a fait l'objet d'une large diffusion et les travaux sur les orientations inspirées des bonnes pratiques recensées et les exemples pour évaluer les programmes de partenariat mondiaux et régionaux progressent. Plusieurs membres participent au financement de ces travaux et les participants se félicitent dans l'ensemble des progrès accomplis. Ils prennent note du projet d'organisation par la Banque mondiale d'un atelier à caractère consultatif début 2008.

Suite à donner : Les travaux sur les orientations inspirées des bonnes pratiques recensées et les exemples, menés sous la conduite de la Banque mondiale, se poursuivront. Les plans et dates relatifs à l'organisation d'un atelier seront précisés suffisamment à l'avance.

vi) ***Point sur le Centre de ressources du CAD sur l'évaluation du développement (DEReC)***

21. Le Secrétariat présente aux membres les progrès réalisés en ce qui concerne le DEReC et propose de poursuivre les travaux pour le faire connaître aux instituts de recherche sur le développement et autres parties intéressées. Les membres expriment leur vif soutien pour les activités du Secrétariat dans ce domaine.

Suite à donner : Le Secrétariat encouragera l'utilisation du DEReC par les instituts de recherche sur le développement, les universités et autres parties intéressées. Les membres continueront d'envoyer leurs évaluations complètes au Secrétariat du CAD au fur et à mesure.

Point VI. Idées et suggestions pour les évaluations conjointes

22. Cette séance est présidée par Belen Sanz Luque (vice-présidente, Espagne)

23. Zhaoying Chen (Chine) et Hans Slot (IOB, Pays-Bas) présentent ensemble l'évaluation conjointe du Programme néerlandais de crédit mixte menée par le pays partenaire. L'accent est mis sur les procédures et sur les enseignements tirés de l'expérience au cours de l'exécution de l'évaluation. Les membres accueillent favorablement l'exposé et l'occasion qui leur est donnée de procéder à un échange de vues sur une initiative conjointe conduite par un pays partenaire.

24. La Norvège présente un projet d'évaluation conjointe de mesures de lutte contre la corruption et indique qu'elle serait prête à collaborer avec d'autres membres pour faire avancer cette activité.

25. L'Irlande présente rapidement les évaluations sur le VIH/sida puis un débat s'engage sur le rôle que pourrait jouer le Réseau. Plusieurs membres se déclarent intéressés et il est proposé qu'une étude de synthèse soit faite dans un premier temps pour définir la valeur ajoutée de travaux d'évaluation supplémentaires compte tenu des activités en cours.

26. **Échange sur les projets d'évaluation et débat franc et ouvert sur de nouvelles idées d'évaluation conjointe :** le Secrétariat présente un document de synthèse et un tableau des projets de travaux d'évaluation des membres. Les membres accueillent avec intérêt le tableau d'ensemble et plusieurs membres s'engagent à communiquer au Secrétariat leurs programmes de travail. Le Secrétariat précise que les projets de programme, même aux premiers stades de conception, sont bienvenus car l'échange d'idées initiales peut faciliter la planification d'activités conjointes.

Suite à donner : Le Secrétariat continuera de présenter des projets d'évaluation sur le site web du CAD à accès contrôlé. Les membres sont invités à communiquer leurs plans au Secrétariat le

plus rapidement possible. Les membres qui ont des mises à jour ou des corrections à apporter à des documents déjà soumis les enverront au Secrétariat.

Point VII. Discussion informelle – échange de données d’expérience et point sur les évaluations en cours

27. Durant la discussion informelle du déjeuner, les membres font part de l’expérience qu’ils ont acquise dans le cadre de grandes évaluations récentes et font le point sur les évaluations en cours et les faits récents [voir le site web à accès contrôlé pour ces présentations]. Les exposés oraux de l’Allemagne et du Canada sur les faits récents concernant leurs pays respectifs donnent lieu à un débat sur la demande croissante de reddition de comptes qui pèse sur les organismes de développement, et sur l’importance qu’il y a à poursuivre le débat sur ces problèmes dans le cadre du Réseau.

28. Le Président remercie les membres sortants pour l’importante contribution qu’ils ont apportée aux travaux du Réseau : Belen Sanz Luque qui démissionne de ses fonctions de vice-présidente car elle quitte son poste actuel, Patrick Grasso qui prend sa retraite et Lars Elle qui l’a informé qu’il n’était pas sûr de pouvoir continuer à participer aux travaux du Réseau. Les membres les remercient pour leurs contributions aux travaux du Réseau.

29. La prochaine réunion officielle du Réseau se tiendra les 20 et 21 février 2008 et sera précédée par des réunions des équipes de projet au cours de l’automne et de l’hiver, en fonction des besoins, pour faire avancer les travaux sur les axes de travail pertinents.